



André Jean-Marc Loechel,
président de la Fondation des Territoires de Demain
► www.territoires-de-demain.org

“2008 aura été pour de nombreuses collectivités européennes un moment décisif de la matérialisation de leurs e-stratégies. Au-delà des services proposés, est venue l’heure de l’économie du savoir.”

Plusieurs démarches illustrent très clairement, et surtout de manière très concrète, la genèse à l’échelle des villes et des territoires d’une société basée sur la connaissance, où se voient placés au tout premier plan de l’action locale les rapports entre trois catégories d’acteurs et d’espaces : ceux chargés de la transmission des savoirs ; ceux de la recherche et de l’innovation, et en cela réside avant tout la grande nouveauté ; les habitants et utilisateurs des produits et des services émanant tout à la fois des secteurs privés et publics.

Les “laboratoires vivants”, vrais laboratoires d’usages, incarnent parfaitement la triple synergie évoquée : c’est le cas du “Citilab” de Cornellà en Catalogne (cf. p. 250) où se trouvent expérimentés les usages et services de demain au travers d’une réflexion prospective, seule vraie productrice de liens sociaux et de collaborations territoriales. C’est le cas aussi du “Living Lab” de la province de Soria en Castille et León (cf. p. 248) où a été entamée une démarche concrète de zones rurales en difficulté qui entendent

se transformer – à Berlanga de Duero notamment – en vitrines d’innovation technologique et sociétale. Soixante-dix espaces se sont de la sorte constitués sous l’égide notamment de la Commission européenne, avec pour objet de dynamiser le tissu économique des territoires et de mettre les technologies de l’information et de la connaissance à la disposition de tous les secteurs d’activité. Ceci aussi bien dans les divers domaines de l’agriculture et de la pêche (à Cudillero dans les Asturies), que dans le domaine de l’e-santé (Grenade) par exemple. Frascati, au nord-ouest de Rome, entend ainsi servir de plate-forme de validation de scénarios et d’expériences innovantes dans de nombreux domaines tels que “l’intelligence ambiante”. En Allemagne, Sankt Augustin veut valider pour les marchés économiques les nouvelles formes de coopération technologique dans des environnements virtuels, Munich a créé un espace dédié aux travailleurs du savoir, Brême se consacre aux services de communication mobile... Au travers de nombreux partenariats internationaux, le

Laboratoire Euterto (European Territories of Tomorrow Laboratory), créé au bord du Rhin et consacré notamment aux usages du haut et du très haut débit, symbolise la volonté des régions européennes d’être non seulement pleinement des territoires de la connaissance et de vrais clusters de l’économie du savoir, mais aussi des lieux de référence pour mobiliser savoirs et compétences au service de leur compétitivité. Il forme avec les Centres européens de nouvelles technologies (Cent) qui sont en phase de création dans plusieurs régions d’Europe – de l’Irlande au Valais et à la Toscane – et dont il sera l’espace de réflexion et de projets, une véritable communauté de connaissances destinée à prendre toute sa place aux côtés du futur Institut Européen de Technologie de Budapest.

La meilleure illustration de la dynamique engendrée par de tels projets se trouve être très certainement la communauté de communes de Privas Rhône et Vallées (cf. p. 246) où toutes les priorités en matières de développement économique durable et d’animation de terroirs ont ainsi béné-

ficié au travers du Cent d’une vraie mise en cohérence et d’incomparables synergies. Ainsi, à l’image aussi d’un quartier comme celui de Poblenou à Barcelone, qui est passé du statut de quartier industriel à la dérive à celui de quartier de la connaissance à l’attractivité exponentielle, c’est le rapport du territoire à l’innovation et à la mobilisation du savoir qui fait la différence dans un contexte de compétitivité exacerbée entre territoires. C’est toute la leçon aussi des centres de la connaissance développés jusque dans les plus petites villes par la région de l’Estrémadure, à partir desquels se sont développées tant de démarches à l’instar des Wikipedia locaux. Ce sont les services aux étudiants développés à Salamanque (cf. p. 234), ce sont les démarches de cartographie de savoirs à Mataro, en Catalogne, mais aussi, de manière plus générale, la formation de tous aux services électroniques sous l’égide de l’Observatoire de la société de la connaissance de la région de la Rioja. L’information fournie aux habitants connaît évidemment des développements multiples. Après les initiatives finlandaises de Tampere, de Turku ou encore d’Helsinki (au travers récemment d’écrans interactifs expérimentés par cette dernière notamment dans les rues et les écoles), aux côtés des démarches suédoises de villes telles que Malmö qui offre à ses habitants une panoplie d’outils virtuels, les e-stratégies d’une ville comme Almere symbolisent aujourd’hui les ambitions de nombreuses communes : après un premier projet pilote consacré à la pose de fibre,

cette municipalité de la banlieue d’Amsterdam a entrepris dès 2005 la création d’une grille de calcul hétérogène municipale, projet qui visait à mettre à disposition des laboratoires de recherche installés sur la ville les capacités inexploitées des ordinateurs reliés à son réseau très haut débit (100 Mbit/s) avec bien sûr pour objectif de répondre aux besoins des entreprises et laboratoires publics installés sur le territoire, mais aussi d’associer la population

Si une telle énumération ne reflète que très partiellement l’appropriation par les territoires européens de leur futur, elle confirme néanmoins qu’ils le conjuguent autant en matière de gestion des identités et des compétences qu’au travers d’une définition de l’innovation technologique comme vecteur majeur des synergies entre tous les acteurs.

aux travaux des chercheurs et susciter une prise de conscience collective des potentialités du haut débit. Elle incarne aujourd’hui la participation des habitants aux décisions municipales au travers notamment d’un panel d’internautes et d’un questionnaire accompagné d’un grand nombre d’informations dont l’impact sur les décisions municipales s’avère souvent conséquent.

La typologie des services élaborés par les collectivités est destinée à s’enrichir considérablement. Schwäbisch Hall, dans le Bade-Wurtemberg, a mis en place une liaison de vidéoconférence entre l’hôpital et les écoles afin de permettre aux élèves

malades de suivre les cours. En matière de transports municipaux, après de multiples expérimentations en Scandinavie notamment, Malaga a mis en place un dispositif original de paiement de leur utilisation par téléphone mobile, de même d’ailleurs que la ville allemande de Hanau. Pour ce qui est de l’e-gouvernement local, Cologne a multiplié les services en ligne, mais c’est d’Helsinki là encore, comme de Madrid, Londres et Vienne, que pro-

viennent pour ce qui est de l’Europe les efforts les plus remarquables.

Si une telle énumération ne reflète que très partiellement l’appropriation par les territoires européens de leur futur, elle confirme néanmoins qu’ils le conjuguent autant en matière de gestion des identités et des compétences qu’au travers d’une définition de l’innovation technologique comme vecteur majeur des synergies entre tous les acteurs. Et nul doute que, dans un monde globalisé, cette démarche ne soit la démarche gagnante des territoires de demain.

L'Ardèche accueille un Cent

Saint-Julien en Saint-Alban

POUR ALLER PLUS LOIN



■ Projet

L'Europe des nouvelles technologies peut parfois prendre des dimensions insolites : en concurrence avec de nombreux sites du Vieux Continent, le village ardéchois de Saint-Julien en Saint-Alban (900 habitants) a été retenu en 2004 pour accueillir, dès 2010, un des Cent (Centre européen de nouvelles technologies). Il s'agit d'un programme de recherches privé, initié par une société basée à Cork en Irlande. Le but est de créer un pôle d'activités autour des technologies de l'information et de la communication, dans un village d'architecture médiévale construit ex nihilo...

FRANCE

Communauté de communes
Privas-Rhône et Vallées
(Ardèche)



Riche de son textile et de sa vigne (aujourd'hui en difficulté), un pays de 16 communes (25 000 habitants) qui cherche un second souffle grâce aux TIC.

Contact Vincent Le Bras
Tél. : 04 75 64 93 25
Courriel : vincent.le_bras@privas-rhone-vallees.fr
► territoiresdemain-ardeche.com

L'avenir de notre territoire, riche de ses traditions rurales et industrielles, passe inévitablement par les métiers des technologies de l'information et de la communication. L'engagement de notre communauté dans le projet du Cent répond à cette exigence d'anticipation."

François Veyreinc, maire de Lyas, président de la communauté de communes Privas-Rhône et Vallées

■ Enjeux

L'objectif du Cent est de réaliser, dans un environnement préservé, un village paysager d'architecture médiévale pour héberger des activités du XXI^e siècle liées aux technologies de l'information et de la communication : un centre de recherche d'un genre nouveau, mêlant entreprises high-tech et logements pour les chercheurs, le personnel et leur famille, prêts à vivre dans un décor d'autrefois avec le confort (ultra)moderne d'aujourd'hui. Un pôle d'activités organisées autour d'un CDS (central de services) apportant un haut niveau de logistique, dans un univers quotidien sans voiture.

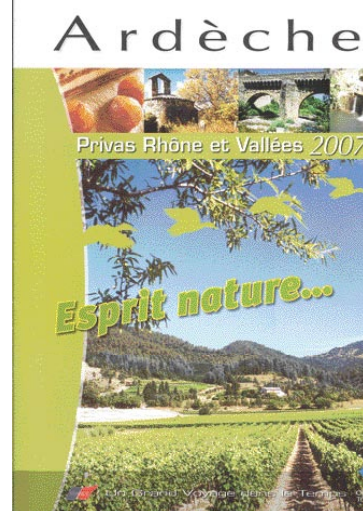
■ Mise en œuvre

Alternative aux difficultés du textile et de la vigne – secteurs économiques traditionnels du village ardéchois – le projet Cent prévoit, à l'horizon 2010, d'installer 60 entreprises spécialisées dans les TIC ainsi que des entreprises liées au tourisme et à la santé. Le temps d'achever la construction du village traditionnel médiéval, fruit d'un partenariat de développement public/privé, porté par la CCPRV (Communauté de communes Privas-Rhône et Vallées) et la SUMMITCO Ltd., initiateur-concepteur du projet européen Cent. Un projet de 400 millions d'euros financés à 98 % par des fonds privés.

■ Bilan et perspectives

Actuellement au stade de projet, ce programme Cent devrait créer 1100 emplois sur la zone, dont des activités de tourisme et de santé, dès l'ouverture du village médiéval de Saint-Julien en Saint-Alban pour ses nouveaux résidents. Des coopérations sont d'ores et déjà prévues avec d'autres Cent européens. Le concept, envisagé pour l'ère de "l'après pétrole", prévoit de regrouper en territoire rural et dans des conditions exceptionnelles les salariés des entreprises, les familles et tous ceux qui contribueront à l'activité et aux équipements mis en place.

■ Les emplois et les richesses créés à Saint-Julien en Saint-Alban par les entreprises qui s'implanteront dans ce lieu préservé et de qualité exceptionnelle contribueront, dans une logique de mutualisation et de pluridisciplinarité, au développement de cette vallée d'Ardèche.



Un Living Lab au secours de la désertification

Berlanga de Duero, Soria / Espagne

POUR ALLER PLUS LOIN



ESPAGNE

Berlanga de Duero (Soria)
1 100 habitants



Berlanga de Duero (9 hameaux) s'étend au sud-ouest de la province de Soria, au sein de la communauté autonome de Castille et León, délimitant les provinces de Ségovie et Guadalajara.

Contact Álvaro López Molina
Tél. : 975 343 011
Courriel : alcalde@berlangadeduero.es
► www.berlangadeduero.es

■ Projet

En Espagne, "l'économie de la connaissance" plonge ses racines au cœur de la province de Soria, dans la région rurale de Berlanga de Duero. Un territoire au centre du pays, aux paysages typiques du plateau castillan et à la population clairsemée : 5 habitants au kilomètre carré, le taux le plus bas d'Espagne... et de la Communauté européenne (9 habitants au kilomètre carré en moyenne). Une situation qui prédestinait cette région à accueillir l'un des 70 "laboratoires vivants" conçus par la Commission européenne pour dynamiser le tissu économique. Un projet dont les acteurs principaux seront les habitants de la région eux-mêmes, avec l'aide des TIC, outils-vecteurs du développement durable.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX



Don Álvaro López Molina, maire de Berlanga de Duero (Soria)

■ Enjeux

Tous les thèmes nécessaires à la croissance de Berlanga de Duero sont parties prenantes du projet : tourisme, administration locale, culture et patrimoine, éducation, santé et aide sociale, sans oublier l'intégration et l'usage au quotidien des technologies de l'information et de la communication. La diminution de la fracture numérique, la dynamisation des réseaux sociaux et la participation directe de la communauté sont autant de ramifications du projet : l'essor de la "société de la connaissance" ouvre de nouvelles voies de développement.

■ Mise en œuvre

2008 est l'année de lancement du projet "Technologie et développement durable", autour des différents réseaux d'intervenants publics et privés (municipalité, députation de Soria, conseil de Castille et León, ministère de l'Environnement, de la Ruralité et de la Mer, Telefónica, Brother, Intel, Lenovo, Toshiba, etc.). Son financement est assuré par les administrations publiques et des entreprises privées, l'objectif étant d'accéder dès 2008 à des fonds européens pour créer des infrastructures fixes et atteindre l'autosuffisance.

■ Bilan et perspectives

Difficile d'évaluer encore les résultats, notamment en termes de création d'emploi. Concernant les activités proprement dites, le résultat le plus caractéristique est sans nul doute l'Atalaya Lan – l'édition 2007 a mis en avant la télémédecine et ses applications pour le monde rural. À moyen terme il est prévu d'étendre toutes les activités de Berlanga de Duero aux 49 autres communes de la communauté (soit 7 000 habitants). À long terme l'objectif reste la mise sur pied d'un modèle économique durable, exportable ailleurs en Europe, dont la source de financement serait la vente d'activités numériques.

■ Enclavée au sud de Soria, l'une des provinces les plus désertes d'Espagne, la communauté de communes de Duero rêvait d'un "destin numérique et européen". Un songe bientôt devenu réalité, grâce à la "magie de la Toile" et du haut débit pour tous, vecteur de la "société de la connaissance".



Citilab, un territoire de la connaissance

Cornellà

POUR ALLER PLUS LOIN



ESPAGNE

Commune de Cornellà
(Catalogne)

130 000 habitants



4^e ville de Catalogne à 8 kilomètres de Barcelone, dans une ancienne région industrielle en reconversion vers les services et l'habitat (800 000 habitants).

Contact Tél. : +34 93 551 06 60
Courriel : citilabinfo@gmail.com
► www.citilab.eu

■ Projet

“Living lab” dernier cri, le Citilab de Cornellà associe différents acteurs de la recherche et de l'innovation, entreprises et collectivités locales pour développer de nouveaux services. Aménagé dans une ancienne usine réhabilitée, il offre au public un auditorium de 300 places, des salles d'une capacité de 70 personnes, mais aussi des bureaux destinés aux entreprises de technologie locales. La structure souhaite également intégrer les groupes sociaux en marge de la révolution numérique, notamment les enfants, les seniors et les femmes, pour qu'ils y découvrent Internet, conçoivent des pages Web et des blogs ou apprennent la programmation.

Les jeunes et les moins jeunes en formation aujourd'hui à Citilab Cornellà sont les graines des futures entreprises de technologie qui permettront à la société d'affronter cette nouvelle ère en y étant bien préparée.”

Antonio Balmon, maire de Cornellà de Llobregat

■ Enjeux

Avec son Citilab, Cornellà contribue au développement de nouveaux “living labs” afin d'assurer la diffusion du numérique et des TIC. Cet équipement de Cornellà offre aux jeunes entreprises de technologie un lieu propice au développement de leurs projets avec de petits bureaux, un réseau et une infrastructure remarquables (auditorium, salles de travail tout équipées). Mais il favorise aussi, pour les plus jeunes et les personnes en voie d'insertion, la plongée dans l'ère numérique. Parce qu'une population mieux préparée aux opportunités des TIC sera plus compétente et responsable demain.

■ Mise en œuvre

Ouvert en 2007 sur 5 000 m² d'une ancienne usine réhabilitée, le Citilab est né d'un partenariat entre la municipalité de Cornellà, la région autonome de Catalogne et le ministère de l'Industrie. Devenu une fondation selon la loi catalane, le Citilab est le fruit de collaborations entre personnes publiques et privées, telles que le World Trade Center Almeda Park, l'Université polytechnique de Catalogne et la société Siemens. Outre un investissement de 3 millions d'euros, le budget de la structure est évalué à 1 million d'euros par an.

■ Bilan et perspectives

Dans un premier temps, il a été difficile d'attirer tous les publics. Mais très vite, par effet “boule de neige”, les personnes ayant tenté l'expérience sont devenues elles-mêmes prescriptrices. Le Citilab a également mis en place un système de bourses performant pour offrir ses formations payantes au plus grand nombre, y compris en ligne. L'installation du Citilab à Cornellà, plutôt que chez sa puissante voisine Barcelone, suscite la curiosité d'autres villes, de toutes tailles, intéressées par cette expérience et souhaitant créer leur propre Citilab.

■ Une initiation ludique aux TIC favorise le sentiment d'appartenance à la communauté et l'apparition d'un nouveau type de citoyen, le citilaber cornellanensis, disciple et propagateur des TIC. Avec son Citilab, Cornellà veut réussir son entrée dans l'ère numérique.

